



Marine Le Pen
Député européen

Bruxelles, le 6 novembre 2013

Madame, Monsieur,

Saisie ces derniers mois par nombre d'entre vous, professionnels du transport routier, régulièrement interpellée lors de mes déplacements à travers la France, il m'a semblé important de vous écrire pour vous exprimer mon soutien dans les difficultés que votre secteur d'activité traverse et vous exposer quelques pistes de redressement.

Le contexte dans lequel vous évoluez n'est pas simple. Marqué par une crise économique de grande intensité, rendu plus difficile par une idéologie européenne de la libre concurrence généralisée mais aussi plus incertain par l'évolution erratique des prix du gazole, ce contexte risque de se tendre encore davantage dans les mois et années qui viennent en raison notamment d'une fiscalité toujours plus lourde et plus injuste.

Sur la question fiscale d'abord, la mise en place de la taxe poids lourds, plusieurs fois repoussée mais qui finira par être appliquée par l'UMPS si rien ne change, m'inquiète. Véritable usine à gaz, inégalitaire, elle sera dans certains cas très lourde, comprise entre 0,025 euro et 0,20 euro par kilomètre sur certains tronçons du réseau routier national. Dans son application, les sociétés françaises seront dans de trop nombreux cas victimes d'une concurrence déloyale supplémentaire que les gouvernements successifs ne peuvent ignorer. A titre d'exemple, elle concernera les véhicules de plus de 3,5 tonnes en France, mais de plus de 12 tonnes en Allemagne...

Comme vous le savez sans doute, le Front National a toujours demandé l'annulation de cette taxe, qui s'inscrit dans le cadre d'une politique fiscale UMP et PS de plus en plus ravageuse pour l'activité économique de notre pays et nos entreprises. Décidée par le gouvernement Sarkozy en 2007, cette taxe absurde allait être appliquée par le gouvernement Hollande. Au FN, nous considérons qu'il est temps de quitter cette logique de gestion, par l'impôt, de la pénurie économique et de s'orienter vers une politique de rebond économique et social, de relance de la croissance. Ce rebond ne pourra avoir lieu qu'en redonnant des armes à notre pays dans la mondialisation sauvage, à commencer par des frontières intelligentes face à la concurrence déloyale, une monnaie nationale plus justement adaptée à notre économie et un Etat stratège au soutien des entrepreneurs et de la réindustrialisation de la France.

Vous aurez du travail, et vous serez compétitifs, quand le pays aura renoué avec une politique créatrice de valeurs et d'emplois. Une politique qui permettra alors la baisse des charges qui vous sont imposées, souvent si lourdes. Une politique qui aura fait la chasse aux gaspillages, permis la relance de la croissance et donc l'arrêt de l'hyper-fiscalité.

.../...

La mise en place de la taxe poids lourds m'inquiète

Les sociétés françaises seront victimes d'une concurrence déloyale supplémentaire

Le FN a demandé l'annulation de cette taxe insensée

Il faut se réarmer face à la concurrence déloyale

Il est indispensable de revoir en profondeur les règles du cabotage, de cesser de nous soumettre aux injonctions européennes

La France doit retrouver sa souveraineté ! Nous nous battons à vos côtés !

Je m'inquiète ensuite du cabotage, et de sa libéralisation totale voulue par l'Union européenne, qui interviendra bientôt si rien ne change. Notre pays est déjà le plus soumis au cabotage d'Europe, et les chiffres fournis sous-estiment très certainement l'ampleur du phénomène. Le cabotage généralisé est une concurrence d'autant plus déloyale sur les sociétés françaises du secteur qu'il exerce une pression à la baisse sur les prix, à laquelle vous ne pouvez que difficilement résister au regard de l'augmentation continue des coûts et de la fiscalité qui vous sont appliqués. C'est le cercle vicieux de la libéralisation anarchique du cabotage impulsée par l'Union européenne et appliquée sans discernement par les gouvernements successifs PS et UMP.

Je ne me résous pas à cette fatalité de la faillite et de la délocalisation de l'emploi. Dans votre secteur comme dans les autres, des règles doivent prévaloir.

Il est ainsi indispensable de revoir en profondeur les règles du cabotage et de cesser de nous soumettre aux injonctions européennes. Nous avons des intérêts à défendre et à faire valoir, et il faudra nous extraire progressivement du cabotage généralisé. A cette fin, la France doit retrouver les éléments de sa souveraineté, et rompre avec une situation anormale. En attendant, nous nous battons à vos côtés contre la perspective de la libéralisation totale du cabotage.

Je vous redis ma confiance dans les compétences qui sont les vôtres, et dans les avantages qui sont ceux de la France. Je vous réaffirme mon ambition de proposer à nos compatriotes la voie du redressement.

Je m'engage sur des solutions pragmatiques face aux fanatiques d'une sécurité routière devenue machine à taxer et faire payer. L'état de nos routes, l'éclairage, les contrôles des conducteurs étrangers qui ne respectent aucune réglementation et l'amélioration de la cohabitation avec les deux-roues sont les vrais enjeux d'une réelle sécurité routière. Ce sont ces priorités que je veux mettre en avant.

De la même façon, je crois nécessaire de mettre en place une politique de tolérance zéro face aux dégradations et aux vols que vous êtes de plus en plus nombreux à subir.

N'hésitez pas à me solliciter ou à solliciter les membres de mon équipe si vous souhaitez approfondir l'ensemble de ces questions avec nous.

Veuillez recevoir, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.



Marine Le Pen
Député européen

Coupon-réponse

Je souhaite être recontacté(e)

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

Code Postal : Ville :

Courriel :

Tél Portable :

A retourner à : Secrétariat de Marine Le Pen, Député européen - 78, rue des Suisses 92000 Nanterre

Lettre de Marine Le Pen, Député européen non inscrit - Rue Wiertz - 1047 Bruxelles. Les propos de la lettre n'engagent que leur auteur et pas le Parlement Européen